



Préface de la Directrice exécutive



En l'espace de quelques mois, notre monde a été transformé d'une manière qu'aucun d'entre nous ne pouvait prévoir. La pandémie déclenchée par le nouveau coronavirus (COVID-19) a donné lieu à la pire crise de santé publique que nous ayons vécue en un siècle ainsi qu'à la plus profonde récession économique qui se soit produite depuis la Grande Dépression. Avec plus de 90 % des cas confirmés, les villes restent les épicentres de l'épidémie. L'urbanisation et la globalisation croissantes de la planète ont permis au virus de se propager pratiquement jusqu'aux moindres recoins, d'abord dans les villes interconnectées au niveau mondial, puis, par transmission locale, de la ville à la campagne.

La pandémie a mis en évidence et exacerbé les inégalités sous-jacentes qui existent dans les villes. Les pauvres sont les plus vulnérables et les plus susceptibles de succomber à la maladie. Celle-ci a privé nombre de travailleurs journaliers du secteur informel de leur gagne-pain ; fait perdre une année scolaire aux enfants qui n'ont pas accès à Internet ; confiné les personnes âgées dans leurs foyers, sans aucune possibilité d'interaction sociale, par peur des risques et de la stigmatisation ; et obligé des travailleurs migrants à rentrer chez eux pour, après un voyage éreintant, se trouver face à un avenir de pauvreté, tandis que d'autres sont restés confinés dans des dortoirs présentant des risques élevés d'exposition. Les groupes

minoritaires ont également été touchés de manière disproportionnée. Par suite de la fermeture des écoles, les femmes dépourvues d'accès à une garderie se sont vues obligées de faire face en même temps aux exigences de la garde ainsi que de l'éducation des enfants et à celles de leur travail. Les travailleurs essentiels continuent, au prix de grands risques personnels, à assurer sans relâche le fonctionnement ininterrompu de nos services urbains. Par-dessus tout, la COVID-19 est en train de défaire les progrès réalisés dans l'éradication de la pauvreté, repoussant ainsi d'au moins une décennie la possibilité d'atteindre les objectifs de développement durable.

Au milieu de toute cette morosité, les zones urbaines offrent une lueur d'espoir, car les villes et les organismes de première ligne ont un rôle essentiel à jouer dans le redressement de cette sombre situation. L'édition 2020 du Rapport sur les villes dans le monde affirme que les villes restent au centre de la trajectoire menant au développement durable. Les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 11, reconnaissent le rôle transformateur qu'elles peuvent jouer. La COVID-19 fait ressortir l'efficacité et l'importance cruciale des autorités et collectivités locales dans le processus de redressement. Le Nouveau Programme pour les villes met en avant la valeur de l'urbanisation durable, c'est-à-dire la manière dont les personnes qui choisissent de vivre dans des villes peuvent contribuer à la prospérité économique, à la qualité de l'environnement, à l'équité sociale et au renforcement des institutions civiques et culturelles. L'urbanisation est un élément essentiel des efforts mondiaux visant à reconstruire en mieux et à assurer la transition vers le développement durable.

La COVID-19 n'inversera pas les progrès de l'urbanisation. Le désir fondamental de s'assembler dans des villes à la poursuite de ses aspirations ou d'une vie meilleure ne s'éteindra jamais. Nous avons une chance de rendre le processus plus inclusif en donnant clairement la priorité à notre bien-être collectif. Pour mettre les pouvoirs

de transformation de l'urbanisation au service du développement durable, une planification, une gestion et une gouvernance efficaces sont indispensables. Il nous faut également reconstruire de manière plus écologique. La croissance ne doit pas s'obtenir au détriment de l'environnement.

L'édition 2020 du Rapport sur les villes dans le monde fait valoir de manière convaincante que des villes bien planifiées, gérées et financées créent des valeurs économiques, sociales et environnementales ainsi que d'autres valeurs non quantifiables qui peuvent vastement améliorer la qualité de vie de tous.

Il est possible de mettre l'urbanisation à profit pour lutter contre la pauvreté, les inégalités, le chômage, les changements climatiques et d'autres problèmes mondiaux urgents. À cet égard, l'urbanisation durable peut jouer un rôle crucial dans la décennie d'actions en faveur d'une croissance accélérée et d'un partage de la prospérité partagée et faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable d'ici 2030.

Les programmes mondiaux fournissent des cadres complets, multisectoriels et multipartites pour libérer la valeur intrinsèque de l'urbanisation, mais il nous faut faire les choses correctement en veillant à ce que les villes soient bien planifiées, bien gérées et dotées d'un financement durable. À cette fin, il faut que les autorités nationales créent un environnement favorable permettant aux villes de prospérer, et que les autorités locales saisissent les occasions qui leur sont offertes

de s'épanouir et de se développer. L'urbanisation ne devrait pas se faire au détriment du développement rural. En fait, les deux devraient être symbiotiques et se renforcer mutuellement. Il faudrait que le secteur privé investisse dans des projets de développement durable, apportant des idées innovantes de logements abordables, d'infrastructures et de technologies propres. La société civile se doit de renforcer les institutions et de contribuer, avec ses pouvoirs d'imagination, à ce processus de transformation dans un esprit renouvelé d'ouverture, de participation et d'engagement. Une fois que tous les rouages fonctionneront harmonieusement, soutenus par des institutions et des politiques appropriées, les villes prospéreront et apporteront une plus grande valeur ajoutée, qui sera partagée par tous, ne laissant ainsi aucune personne ni aucun endroit de côté.

MAIMUNAH MOHD SHARIF

Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies,
Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour les
établissements humains (ONU-Habitat)

